

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2026-32 du 1^{er} octobre 2026

Sommaire

Commerce et sanctions

1. La Maison Blanche dévoile les conclusions de la visite d'Etat du président Xi, dont les modalités du Board of Trade
2. Le Congrès adopte un projet de loi pour réduire la dépendance américaine aux importations de biens critiques

Climat – énergie – environnement

3. La Maison Blanche annonce deux projets majeurs pour le secteur sidérurgique
4. Le Département de l'Énergie annonce des financements pour améliorer le réseau électrique
5. Le Département de l'Énergie annonce la mise à disposition de 40 millions de barils de pétrole brut issus de la Réserve stratégique de pétrole

Transport et infrastructure

6. Le Président Trump et le Secrétaire aux Transports Duffy finalisent l'initiative « Freedom means affordable cars »

Industrie

Brèves

Distribution et divertissement

Brèves

Agriculture et industrie agroalimentaire

7. L'USDA met fin aux contributions obligatoires finançant le RSE dans le secteur laitier
8. Le HHS et l'EPA annoncent vouloir réévaluer conjointement le glyphosate

Numérique et innovation

9. Les principaux acteurs américains de l'IA s'engagent auprès de la Maison-Blanche à renforcer la sécurité de l'IA de frontière

Santé

10. La Maison Blanche recueille des informations sur les capacités de production domestiques et de pays proches en matière de médicaments essentiels

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. La Maison Blanche dévoile les conclusions de la visite d'Etat du président Xi, dont les modalités du Board of Trade

Du 23 au 25 septembre, le président Trump et la Première dame Melania Trump ont accueilli le président chinois Xi Jinping et son épouse Peng Liyuan pour une visite d'Etat réciproque. Selon la [factsheet](#) publiée par la Maison Blanche le 25 septembre, les deux dirigeants ont opérationnalisé le U.S-China Board of Trade, mécanisme intergouvernemental institué lors du sommet de Pékin de mai 2026 (cf. ci-dessous). D'autres livrables économiques ont été annoncés :

- Le *U.S-China Board of Trade* a été établi et a pour mission d'examiner les opportunités d'investissements et les obstacles liés à l'investissement ;
- La Chine s'est engagée à importer au moins 10 millions de tonnes métriques de charbon américain en 2027 puis à nouveau en 2028 ;
- Le *U.S-China Super Intelligence Dialogue* a été établi et a pour but d'échanger sur les risques et les bénéfices liés à l'intelligence artificielle (IA), dont le prochain échange doit avoir lieu d'ici novembre 2026. Les deux pays ont également convenu d'établir un canal de communication bilatéral pour les incidents liés à l'IA.

Concernant le *Board of Trade*, la Maison Blanche a [publié](#) le 27 septembre 2026 les listes de produits dites « 30 pour 30 », recommandées pour un traitement tarifaire réduit : une [liste](#) de produits américains destinés à l'importation en Chine et une [liste](#) de produits chinois destinés à l'importation aux Etats-Unis. Les deux pays examineront ces listes en vue d'accorder à ces biens, de manière réciproque, un traitement tarifaire réduit, conformément à leurs lois et procédures nationales respectives. La Maison Blanche a également rendu publics les [procédures de fonctionnement](#) du Board of Trade et les [termes de référence](#) du cadre.

2. Le Congrès adopte un projet de loi pour réduire la dépendance américaine aux importations de biens critiques

Mercredi 23 septembre, le Sénat a adopté le *Critical Infrastructure Manufacturing Feasibility Act*, un [projet](#) de loi visant à réduire la dépendance de l'industrie manufacturière américaine aux importations de biens « critiques » : le département du Commerce devrait ainsi « identifier » ces importations et étudier des solutions pour les produire sur le sol national. Ratifié par la Chambre des représentants en avril, ce texte a été transmis à D. Trump pour signature.

Climat – énergie – environnement

3. La Maison Blanche annonce deux projets majeurs pour le secteur sidérurgique

La Maison Blanche a [annoncé](#) le 28 septembre ce qu'elle présente comme « l'un des plus grands projets sidérurgiques de l'histoire américaine » : la construction d'une nouvelle aciérie dans l'Iowa, pour un investissement de 15 Mds\$. Selon l'administration américaine, le projet devrait créer 1 750 emplois permanents et soutenir jusqu'à 6 000 emplois dans le secteur de la construction. Il devrait également contribuer à hauteur de 95 Mds\$ à l'économie américaine au cours de la prochaine décennie. L'aciérie devrait produire, dans un premier temps, 7,5 millions de tonnes (Mt) d'acier par an, avant d'atteindre une capacité d'environ 10 Mt. Elle sera approvisionnée en minerai de fer par la nouvelle mine de Mesabi Metallics située dans le Minnesota, présentée comme la première nouvelle mine de minerai de fer à entrer en activité aux États-Unis depuis 50 ans. L'Export-Import Bank a [indiqué](#) le même jour avoir approuvé un prêt direct de 770 M\$ destiné à financer cette mine. Ces projets sont présentés comme permettant de renforcer les chaînes d'approvisionnement américaines en matières premières essentielles.

4. Le Département de l'Énergie annonce des financements pour améliorer le réseau électrique

Le Département de l'Énergie (DOE) a [annoncé](#), le 24 septembre, son intention de contribuer au financement de 31 projets d'amélioration du réseau électrique dans 26 États, dans le cadre de l'initiative *Speed to Power through Accelerated Reconductoring and other Key Advanced Transmission Technology Upgrades (SPARK)*. Ces projets

représentent un investissement total de 5,25 Mds\$, dont 1,9 Mds\$ de financement fédéral apporté par le DOE et 3,35 Mds\$ de financements apportés par les bénéficiaires. Ils prévoient le remplacement ou la reconstruction de plus de 1 500 miles (environ 2 400 km) de lignes de transport d'électricité, ainsi que le déploiement de technologies d'optimisation du réseau (Grid-Enhancing Technologies – GETs) sur près de 21 000 miles (environ 33 800 km). Ces travaux devraient permettre de mettre à disposition plus de 23 GW de capacité électrique supplémentaire et d'améliorer la fiabilité du réseau tout en réduisant les coûts de l'électricité pour environ 100 millions d'Américains. Le DOE précise qu'en s'appuyant sur les emprises existantes, les projets visent notamment à réduire les congestions du réseau et à éviter la construction coûteuse de nouvelles infrastructures, ce qui devrait contribuer à limiter les coûts d'exploitation et, à terme, les factures d'électricité des consommateurs. Ils doivent également renforcer la résilience du réseau face aux incendies de forêt, aux coupures de courant et aux événements météorologiques extrêmes.

5. Le Département de l'Énergie annonce la mise à disposition de 40 millions de barils de pétrole brut issus de la Réserve stratégique de pétrole

Le Département de l'Énergie (DOE) a [publié](#), le 29 septembre, un appel d'offres (Request for Proposal – RFP) visant à mettre à disposition de l'industrie jusqu'à 40 millions de barils de pétrole brut issus de la Réserve stratégique de pétrole (Strategic Petroleum Reserve – SPR). Cette opération s'inscrit dans la mise en œuvre de la libération de 172 millions de barils de la SPR, comme annoncé par le président Donald Trump, en coordination avec l'engagement collectif de libération de 400 millions de barils pris par les pays membres de l'Agence internationale de l'énergie (AIE). Cette opération fait suite aux cinq précédents appels d'offres lancés par le DOE, qui ont conduit à l'attribution d'environ 133 millions de barils. Le communiqué rapporte les propos du Secrétaire à l'Énergie, Chris Wright : « *Par les mesures prises aujourd'hui, les États-Unis continuent de jouer un rôle moteur dans les efforts coordonnés visant à stabiliser les marchés pétroliers, au bénéfice des Américains et des populations du monde entier. Alors que les États-Unis et le Japon respectent leurs engagements, plusieurs pays européens membres n'ont libéré qu'une fraction du pétrole brut et des produits pétroliers qu'ils s'étaient engagés à mettre sur le marché. Nous appelons chaque pays membre à respecter ses engagements.* » Le DOE précise également que les entreprises participantes devront restituer les 40 millions de barils empruntés, auxquels s'ajouteront des barils supplémentaires correspondant à la prime prévue. Ce mécanisme doit permettre

d'assurer un approvisionnement immédiat du marché tout en augmentant les stocks de la Réserve stratégique à long terme, sans coût pour les contribuables.

Brèves

- L'Agence d'information sur l'énergie (EIA) a [publié](#) le 25 septembre, une analyse de l'évolution des prix du gaz naturel au Henry Hub, en Louisiane, qui constitue une référence pour le marché américain. Le prix spot moyen du gaz naturel entre juin et août 2026 s'est établi à 2,93 dollars par million de BTU (MMBtu), soit 6 % de moins qu'au cours de la même période en 2025. L'EIA souligne que, malgré une hausse de la demande liée à des températures exceptionnellement élevées, les prix du gaz sont restés contenus, notamment grâce à l'augmentation de la production d'électricité renouvelable, ainsi qu'à une production de gaz naturel et des niveaux de stocks élevés.
- Le Département de l'Energie a [annoncé](#) le 30 septembre un investissement de 29,5 M\$ dans la recherche et l'innovation minière aux Etats-Unis. 17 projets portés par des laboratoires nationaux ont été sélectionnés pour développer des technologies visant à renforcer et améliorer les capacités minières aux Etats-Unis, en particulier s'agissant des minerais critiques.

Transport et infrastructure

6. Le Président Trump et le Secrétaire aux Transports Duffy finalisent l'initiative « Freedom means affordable cars »

Le Président Trump et le secrétaire aux Transports Duffy ont [finalisé](#) le 28 septembre [l'initiative « Freedom means affordable cars »](#) (« La liberté, c'est des voitures abordables ») visant à réformer les normes fédérales de consommation de carburant (*Corporate Average Fuel Economy- CAFE*) applicables aux voitures particulières et véhicules légers pour les millésimes 2022 à 2031.

La [nouvelle réglementation](#) prévoit une trajectoire moins contraignante, avec une consommation moyenne de flotte estimée à 34,9 miles par gallon (mpg) en 2031 contre 50,4 mpg selon les normes précédemment établies sous l'administration Biden. La réforme modifie également, à partir du millésime 2030, les critères de classification entre voitures particulières et véhicules légers, afin notamment de limiter les incitations à modifier la conception de certains véhicules pour les classer comme *light trucks*. La *National*

Highway Traffic Safety Administration (NHTSA) prévoit par ailleurs de supprimer à partir de 2028 le système d'échange de crédits CAFE entre constructeurs.

Le Département des transports (DOT) estime que cette réforme réduira de 1300\$ en moyenne le prix d'un véhicule neuf et générera au total 138Md\$ d'économies pour les consommateurs sur cinq ans. Le DOT présente également ces mesures comme visant à accroître la flexibilité laissée aux constructeurs et à favoriser une plus grande diversité de véhicules disponibles sur le marché. A contrario les normes précédentes sont présentées comme une contrainte ayant conduit les constructeurs automobiles à effectuer des investissements massifs pour développer et produire des véhicules électriques et ayant eu pour conséquence une augmentation du prix des véhicules ces dernières années. Selon S. Duffy, « *Avec nos normes de bon sens en place, nous rendons à nouveau le rêve américain abordable, nous mettons des voitures plus sûres sur la route et nous investissons dans l'auto worker américain.* »

Industrie

Brèves

- Le 24 septembre, Archer Aviation a [annoncé](#) avoir franchi une étape clé dans son rachat des filiales de Boeing Wisk Aero, SkyGrid et Insitu, avec l'expiration du délai d'attente prévu par la loi antitrust Hart-Scott-Rodino. Cette opération, payée en actions représentant environ 19,75% du capital d'Archer, vise à créer une plateforme intégrée combinant vol autonome, gestion de l'espace aérien et systèmes sans pilote avec le modèle d'IA propriétaire d'Archer, destinée à l'aérospatiale et à la défense. D'autres autorisations réglementaires restent nécessaires, mais la clôture de la transaction est toujours attendue d'ici la fin de l'année 2026.
- Le 28 septembre, le PDG de TotalEnergies P. Pouyanné a [qualifié](#) de « mauvaise idée » l'interdiction d'exportation de diesel américain à l'étude à Washington. Il estime qu'elle contraindrait les raffineries américaines à réduire leur cadence, entraînant une hausse des prix de l'essence aux États-Unis, tout en forçant les gouvernements européens à puiser dans leurs réserves stratégiques (les exportations américaines de diesel ayant atteint un record hebdomadaire de près de 2M barils/jour le mois dernier). Total, qui a plafonné les prix à ses stations-service françaises, a décidé de reporter la maintenance programmée d'une raffinerie normande à

début 2027 pour éviter de tendre davantage le marché en cette période critique.

- Le 29 septembre, d'après Bloomberg, le boom des data centers [ouvrirait](#) un marché estimé à 3,2 Md\$ par an d'ici 2032 pour les grands groupes de restauration collective, alors que les hyperscalers investissent massivement dans la construction de serveurs. L'américain Aramark, le britannique Compass Group et le français Sodexo sont sollicités pour la restauration, le logement, le blanchissage et le fitness des travailleurs sur ces chantiers, avec une répartition attendue du marché d'environ 35% pour Aramark, 30% pour Compass et 20% pour Sodexo. Aramark anticipe entre 400 et 500 M\$ de revenus supplémentaires sur 2027-2028, tandis que Sodexo a signé en juillet un contrat mondial avec Meta pour ses bureaux et centres de données.
- Le 29 septembre, Boeing a [annoncé](#) avoir remporté face à Northrop Grumman le contrat du F/A-XX, futur chasseur furtif de l'US Navy destiné à remplacer les F/A-18, pour plus de 20 Md\$. Il s'agit du deuxième programme de chasseur de sixième génération remporté par Boeing en un an, après le F-47 de l'Air Force, écartant ainsi Lockheed Martin et Northrop Grumman du marché américain pour les décennies à venir.
- Le 30 septembre, la Metropolitan Transportation Authority (MTA) de New York a [milité](#) pour obtenir des exemptions tarifaires sur les composants importés utilisés dans la fabrication de ses rames de métro et de ses bus, afin d'éviter environ un milliard de dollars de surcoûts. Le président de la MTA, Janno Lieber, a évoqué le sujet directement avec le secrétaire américain aux Transports, Sean Duffy, faisant valoir que ces droits de douane diluent l'efficacité des aides fédérales destinées au renouvellement du matériel roulant. L'agence, qui doit déjà composer avec une prochaine hausse tarifaire des transports en 2027, cherche ainsi à préserver sa capacité d'investissement dans le réseau.

Distribution et divertissement

Brèves

- Le 24 septembre, Starbucks a [annoncé](#) la fermeture d'environ 250 cafés en Amérique du Nord, soit près de 1% de son parc régional d'environ 18 000 points de vente, dans le cadre de la poursuite de son plan de restructuration « Back to Starbucks »

engagé par le PDG Brian Niccol. L'opération, qui coûtera près de 300 M\$ (résiliations de bail anticipées et indemnités de départ), s'accompagne d'un objectif d'ouvertures ramené à 440 nouveaux établissements dans le monde sur l'exercice, contre 600 à 650 initialement prévus.

Agriculture et industrie agroalimentaire

7. L'USDA met fin aux contributions obligatoires finançant le RSE dans le secteur laitier

Le 17 septembre, la secrétaire à l'agriculture, Brooke ROLLINS, a [annoncé](#) qu'il serait mis fin aux contributions obligatoires finançant la responsabilité sociale et environnementale (RSE – ou ESG pour *Environmental and Social Governance*) du secteur laitier. Cette décision répond au choix stratégique de l'USDA de vouloir mettre fin à ce qui est considéré comme étant de la surréglementation environnementale, pesant sur la compétitivité de l'industrie laitière américaine. La secrétaire ROLLINS a ainsi souhaité que les contributions obligatoires, levées dans le secteur laitier en vertu du [Dairy Production Stabilization Act](#) de 1983, se recentrent sur les thématiques originelles du programme de contribution, à savoir la promotion, la recherche et l'éducation nutritionnelle, piliers de consolidation des marchés. Et que chaque dollar collecté auprès des producteurs américains serve au mieux l'agriculture américaine. Les contributions versées par la filière laitière avaient permis, à partir de 2008, le déploiement de l'[Innovation Center for U.S. Dairy](#), voué à lancer des initiatives relevant de la RSE, incluant des objectifs de limitation d'émission de gaz à effet de serre et de neutralité carbone. Cette décision n'est pas sans déplaire aux *Dairy Farmers of America* dont le président, Dennis RODENBAUGH, a [défendu](#) la nécessité pour la filière laitière de continuer à investir dans la RSE. Selon lui, mettre en avant la plus-value environnementale et de santé publique participe pleinement de la promotion des produits laitiers ; c'est la réponse aux attentes toujours plus exigeantes des consommateurs, en quête de conditions de production durables.

8. Le HHS et l'EPA annoncent vouloir réévaluer conjointement le glyphosate

Le *Department of Health and Human Services* et l'*Environmental Protection Agency* ont [annoncé](#) la signature d'un *Memorandum of*

Understanding renforçant la coopération scientifique en vue de la réapprobation du glyphosate, aux termes de la loi fédérale sur les insecticides, fongicides et rodenticides (FIFRA). En vertu de ce protocole d'accord, les agences échangeront des informations scientifiques, identifieront les lacunes en matière de recherche et approfondiront les recherches sur les effets potentiels sur la santé humaine. L'EPA conserve néanmoins la compétence exclusive pour les décisions d'approbation de la substance en vertu du FIFRA, le protocole d'accord ne conférant aucune nouvelle compétence à l'une ou l'autre des agences. A l'aune du MoU fraîchement signé, un groupe de travail se mettra en place, afin d'identifier les questions prioritaires, de coordonner la recherche et le partage de données. Ses livrables se caleront sur le calendrier de réévaluation et d'approbation du glyphosate de l'EPA, étant donné que la réévaluation est censée s'achever en 2027.

Brèves

- Dans un [communiqué](#) du 23 septembre, le *Farm Bureau* appelle le Président Trump à revenir sur l'ouverture d'un contingent tarifaire supplémentaire de 300 000 T de viande de bœuf. Une analyse du *Farm Bureau* a en effet montré que l'augmentation des importations de bœuf à droit nul a eu peu d'incidence sur le prix de la viande hachée : sur un panel de 41 supermarchés, situés dans 22 Etats, la baisse constatée a été approximativement de 2%. Dans le même temps, le *Farm Bureau* a noté que le prix du bétail avait significativement diminué, les éleveurs subissant des pertes allant de 300 à 400 USD par tête. Le *Farm Bureau* en vient à la conclusion que le plan d'importation a sapé la fragile reprise du secteur bovin, sans pour autant profiter aux consommateurs. Il exhorte ainsi l'Administration en place à se concentrer sur des solutions à long terme qui viendraient en soutien d'une reconstitution durable du cheptel américain.
- Le vendredi 25 septembre, la firme CORTEVA – ex Dupont Pioneer – a convié les conseillers agricoles en ambassade à Washington à venir observer des cultures de maïs issues de nouvelles techniques génétiques (dites NGT), non "OGM". Cette visite, très riche en informations scientifiques et techniques, faisait écho à la récente adoption par l'Union européenne, en juin dernier, du règlement sur les NGT. Les Etats-Unis ont à présent plus de 10 ans d'expérience de la technique du "*gene editing*" en sélection végétale, sur maïs et soja principalement. Non seulement la technique permet d'agir sur la forme de la plante (pour en faciliter la culture et la récolte) ou sur les qualités organoleptiques des fruits et

légumes, mais également sur le renforcement de la santé des végétaux. La rencontre a été l'occasion d'échanger sur les perspectives dans l'UE, les possibilités de développement en fonction des demandes spécifiques des agriculteurs européens, des attentes des consommateurs de l'UE aussi.



Numérique et innovation

9. Les principaux acteurs américains de l'IA s'engagent auprès de la Maison-Blanche à renforcer la sécurité de l'IA de frontière

Le 29 septembre, Donald Trump a signé avec les dirigeants de six grands acteurs américains de l'IA - Anthropic, OpenAI, Google, Meta, xAI et NVIDIA - une série [d'engagements](#) sur le développement de l'IA de frontière, intitulée « White House Accord on Super Intelligence ». Ce document concis (environ 300 mots) engage les signataires à mettre en place quatre niveaux de contrôle interne pour garantir un développement et un déploiement sûrs de leurs modèles :

- des dispositifs de suivi des capacités et de l'« alignement » des modèles, en entraînement comme en déploiement — en particulier dans les domaines cyber, biologique et chimique — et destinés à empêcher tout accès non autorisé des modèles à d'autres systèmes ;

- une équipe interne chargée de vérifier ces dispositifs et de corriger d'éventuelles défaillances ;
- au moins un partenariat avec un auditeur ou évaluateur indépendant, pour en contrôler impartialement le fonctionnement ;
- un comité indépendant au sein du conseil d'administration, chargé de superviser l'ensemble de ces dispositifs.

L'accord prévoit des réunions « régulières » entre signataires pour définir des « standards et bonnes pratiques », susceptibles d'être à terme codifiés dans « une loi ou un règlement ». Donald Trump a évoqué la création d'un « organe de supervision » réunissant une dizaine de représentants des entreprises.

Lors de la conférence de presse qui a suivi, entouré des dirigeants conviés, le président a insisté sur le caractère seulement « moralement contraignant » de la démarche, marquant sa volonté de ne pas contraindre un secteur engagé dans la compétition avec la Chine. Les participants y ont vu une « première étape » appelée à s'approfondir, le PDG d'Alphabet Sundar Pichai indiquant vouloir s'inspirer des dispositifs en vigueur dans le secteur financier.

Santé

10. La Maison Blanche recueille des informations sur les capacités de production domestiques et de pays proches en matière de médicaments essentiels

Le 25 septembre 2026, l'Office of Management and Budget (OMB) de la Maison Blanche a [publié](#) au Federal Register un appel à informations (*Request for Information*, RFI) destiné à recenser les capacités de production existantes, actives ou inactives, et les projets de nouvelles capacités, situées sur le sol américain ou dans des pays proches, pour la fabrication des médicaments essentiels.

L'OMB indique que l'objectif de sa démarche est d'identifier les capacités disponibles pour la fabrication de formes pharmaceutiques finies (*Finished Dose Forms*, FDF), de principes actifs (*Active Pharmaceutical Ingredients*, API) et de matières premières clés (*Key Starting Materials*, KSM) associés aux 86 « médicaments essentiels » de la liste tenue par Administration for Strategic Preparedness and Response (ASPR), ainsi que pour deux antibiotiques supplémentaires (l'amoxicilline et la ciprofloxacine) jugés exposés à des risques particuliers de rupture d'approvisionnement. Il s'agit en pratique d'être en mesure de sécuriser la production domestique ou

de proximité de l'ensemble de ces médicaments et de leurs précurseurs dans un délai de dix-huit mois.

Le RFI est ouvert à toutes les entités non qualifiées d'« entités étrangères préoccupantes » (*Foreign Entities of Concern, FEOC*), définies comme toute personne détenue par, contrôlée par ou soumise à la direction des gouvernements chinois, russe, iranien ou nord-coréen. Les répondants sont invités à fournir des informations détaillées sur leurs capacités existantes inactives ou leurs projets de nouvelles capacités : localisation des sites, volumes disponibles, délais d'activation, statut réglementaire FDA, cartographie de la chaîne d'approvisionnement incluant les pays d'origine des intrants, prix unitaires nécessaires à la viabilité économique, et besoins de financement.

L'OMB précise que les réponses seront partagées avec l'ensemble des agences fédérales ayant des besoins en médicaments essentiels ou des responsabilités dans le renforcement de la base industrielle domestique, et pourront être utilisées pour orienter les achats fédéraux, y compris en limitant la mise en concurrence à certaines sources dans le cadre d'appels d'offres publics, ainsi que pour informer les décisions d'assistance financière. Les entreprises intéressées peuvent par ailleurs obtenir sur demande des données historiques de dépenses fédérales portant sur les médicaments concernés. Les réponses sont attendues avant le 26 octobre 2026.

Brèves

- Selon la presse, une quarantaine de dirigeants d'entreprises de biotechnologies se sont [réunis](#) à Washington la semaine du 28 septembre pour prévenir l'administration et le Congrès des risques de perte du leadership des Etats-Unis face à la Chine dans le secteur. La réunion, organisée par l'American Biotech Innovation Alliance, groupe de lobbying lancé en mai dernier, avait pour principal objet de définir un cahier de propositions politiques destiné à orienter la croissance du secteur jusqu'en 2030. L'alliance a notamment [tenu](#) le 30 septembre un briefing à la Chambre des Représentants. La réunion intervient peu après la publication par la Chine d'un plan quinquennal visant à conquérir le leadership mondial en matière de biotechnologies.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)